

I- JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE	2
II- JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE	16
III – JURISPRUDENCE CIVILE	16
IV - JURISPRUDENCE PENALE	17
V- JURISPRUDENCE SOCIALE	19
VI- COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES(devenue CJUE)	19
VII- COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L’HOMME	20
VIII- COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	22
IX – JURISPRUDENCE ETRANGERE	22

I- JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE**AFFICHAGE ET PUBLICITE**

Article L. 581-27 du Code de l'environnement et obligation du préfet de faire usage de ses pouvoirs de police pour faire supprimer des dispositifs irréguliers, Tribunal administratif de Lyon, 29 septembre 2009, Association Paysages de France et Tribunal administratif de Strasbourg, 17 septembre 2009, Association Paysages de France 2010/2, p. 255

AGRICULTURE ET ESPACE RURAL

Contentieux du remembrement rural et intérêt à agir d'une association, TA Strasbourg, 23 janvier 2001, Alsace-Nature c/CDAF de Kientzheim (Concl. P. DEVILLERS, Note S. BELIER) 2001/2, p. 265

Sanction d'un contrat environnemental accompagnant la PAC, Tribunal administratif d'Orléans, 24 mai 2005, M. Michel Brulard (conclusions Franck COQUET) 2006/1, p. 43

Composition des commissions départementales d'orientation de l'agriculture, Conseil d'Etat, 28 février 2001, France-Nature-Environnement (Note X. BRAUD) 2001/4, p. 651

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Plan de servitudes aéronautiques, Conseil d'Etat (Section), 25 septembre 1998, Ministre de l'équipement c/ SCI de la Faucherie et autres (n° 161409) (Conclusions: H. SAVOIE) 1999/1, p. 45

ANIMAUX

Combats de coqs : Le juge constitutionnel français, prisonnier volontaire de la procédure, Conseil constitutionnel, décision n° 2015-477 QPC 31 juillet 2015, M. Jismy R. [Incrimination de la création de nouveaux gallodromes] (note Laurent SERMET) 2015/4, p. 719

ASSOCIATIONS

Conditions de l'agrément des associations, TA Rennes, 15 mars 2001, Association "Agir ensemble pour Combrit-Sainte-Marine" (concl. J.-F. COENT) 2001/3, p. 417

Agrément d'une association de protection de l'environnement, Cour administrative d'appel de Nantes, 30 mai 2003, Association "Qualité de la vie à Larmor-Baden" 2004/2, p. 167

Retrait de l'agrément d'une Fédération départementale des chasseurs, Cour administrative d'appel de Nantes, 30 décembre 2003, Association Manche Nature (note Benoist BUSSON) 2004/3, p. 281

BIOTECHNOLOGIES ET SCIENCE DU VIVANT

Autorisation de mise sur le marché de maïs transgénique. Principe de précaution, Conseil d'Etat (Section), 25 septembre 1998, et 11 décembre 1998, Association Greenpeace France (Note: C. HERMON) 1999/4, p. 561

Décision de mise sur marché de maïs transgénique et évaluation des risques, Conseil d'Etat, 22 novembre 2000, Association Greenpeace France et autres

(note K. FOUCHER)	2001/3, p. 459
<i>Information du public et autorisation d'essai au champ de plantes transgéniques</i> , TA Melun, 5 juillet 2001, Michel Laval c/ Préfet de Seine et Marne	2001/4, p. 677
<i>Arrêtés municipaux interdisant les essais de plantes génétiquement modifiées</i> , Tribunal administratif de Toulouse, 18 janvier 2005, préfet de Haute Garonne c/ Commune de Bax (Conclusions : Mme Fabien)	2005/3, p. 347
<i>Possibilité pour une commune de se déclarer opposée à la culture d'OGM sur son territoire</i> , Tribunal administratif de Nîmes, 5 décembre 2008, Préfet du Vaucluse c/ Commune de le Thor	2009/4, p. 445

BRUIT

<i>Plan de gêne sonore et prise en compte de la gêne réelle subie par les riverains d'aéroport</i> , TA Strasbourg, 18 janvier 2002, Asso pour la promotion et la défense du cadre de vie à Bartenheim (Concl. R. COLLIER)	2002/3, p. 421
--	----------------

CATASTROPHES ET RISQUES NATURELS

<i>Notion de catastrophe naturelle</i> , Conseil d'Etat, 12 mars 1999, Les Mutuelles Régionales d'Assurances	2000/1, p. 79
--	---------------

CHASSE

<i>Loi du 15 juillet 1994 et chasse aux oiseaux de passage</i> , CAA Paris, 24 septembre 1998, Ministre de l'environnement et Fédération interdépartementale des chasseurs de Paris c/ ASPAS (concl. Ch. LAMBERT)	1999/1, p. 61
<i>Chasse au gibier d'eau, loi du 3 juillet 1998 et respect de la Directive CEE 79-409</i> , Conseil d'Etat, 3 décembre 1999, Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire, Association France Nature Environnement	2000/1, p. 81
<i>Création d'une réserve de chasse dans une réserve naturelle</i> , CAA Lyon, 21 décembre 1999, Ministre de l'environnement (Concl. S. VESLIN)	2000/2, p. 201
<i>Plan de gestion cynégétique et plan de chasse départemental</i> , TA Orléans, 23 février 1999, GIC de l'Aquitaine (concl. F. COQUET)	2000/3, p. 445
<i>Loi Verdeille et respect de la CEDH (liberté d'association)</i> , CAA Bordeaux, 17 juillet 2000, ACCA de Pindray et René Vauzelle (Concl. J.-L. REY)	2001/2, p. 231
<i>Chasse de nuit au gibier d'eau</i> , Conseil d'Etat, 22 juin 2001, Ligue pour la protection des oiseaux-Lorraine et autres	2001/4, p. 657
<i>Dates d'ouverture et clôture de la chasse aux oiseaux d'eau et au gibier de passage</i> , Conseil d'Etat, Ass., 25 janvier 2002, Ligue pour la protection des oiseaux (Concl. LAMY)	2002/3, p. 425
<i>Droit d'opposition à la chasse du propriétaire fondé sur les convictions personnelles</i> ,	

Conseil d'Etat, 9 novembre 2007, Mme A. et Association pour la protection des animaux sauvages (Note : BOYER Alain)	2009/2, p. 209
<i>Utilisation d'une hutte de chasse pour le tir</i> , Conseil d'Etat, 27 juillet 2009, M. Girard (Conclusions : de SILVA Isabelle)	2010/3, p. 471
<i>Arrêté préfectoral fixant les dates d'ouverture et de clôture de la chasse pour la campagne 2009-2010 dans le département de Haute-Saône</i> , Tribunal administratif de Besançon, 1 ^{re} Chambre, 25 février 2010, M. G., M. C. et Syndicat des propriétaires producteurs forestiers de Franche-Comté c/ Préfet de Haute-Saône (Conclusions : PERNOT Alexis)	2011/1, p. 109
<i>Quand les chasseurs sont susceptibles de générer un trouble anormal de voisinage auprès d'espèces animales rares domiciliées au lieu-dit des "Aiguilles-Rouges"</i> , Conseil d'Etat, 30 septembre 2011, Fédération départementale des chasseurs de Haute-Savoie, n° 338048 (note : RADIGUET Rémi)	2012/2, p. 323
<i>Prolongation de la chasse aux oies en février, deuxième épisode</i> , Conseil d'Etat, réf., 5 février 2014, Association Humanité et Biodiversité et autres n° 375071 (note : Véronique GERVASONI)	2015/1, p. 120
DECHETS	
<i>Extension d'un centre de stockage de déchets et référé suspension</i> , Conseil d'Etat, contentieux, 29 mars 2004, Commune de Soignolles-en-Brie et a.	2004/4, p. 405
<i>Importation de boues d'épuration destinés à une utilisation agricole</i> , TA Strasbourg, 4 mars 1999, Société Wastec-Strobel GmbH (concl. R. COLLIER)	2000/1, p. 85
<i>Déchets ménagers - Réquisition temporaire d'un site</i> , CAA Bordeaux, 27 juin 2002, Commune de Manses	2002/4, p. 637
<i>Elimination de déchets, compétences de police en matière de déchets</i> , Conseil d'Etat, 11 janvier 2007, Ministre de l'Ecologie et du Développement durable (Note : Philippe BILLET)	2007/3, p. 347
<i>Naufrage d'un navire transportant des hydrocarbures (Erika) et droit des déchets</i> , Conseil d'Etat, 10 avril 2009, Commune de Batz-sur-Mer (Concl. de SILVA Isabelle)	2010/2, p. 263
<i>Qualification de déchets relevant d'une législation spécifique de roche naturellement amiantées de Haute-Corse</i> , Cour administrative d'appel de Marseille, 17 décembre 2009, Association "U Levante" et Association "L'Erbaghju" (Conclusions Frédéric DIEU)	2010/4, p. 673
<i>Implantation d'un centre d'élimination et de stockage des déchets ménagers – Projet d'intérêt général</i> , Cour administrative d'appel de Marseille, 24 janvier 2011, Société Sita Sud, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement et Communauté d'agglomération de Montpellier (Conclusions : DELIANCOURT Samuel)	2011/2, p. 307

Le propriétaire d'un site pollué du fait du stockage par son locataire de pneumatiques usagés peut-il se voir imposer l'obligation de procéder à leur élimination ?,
Cour administrative de Marseille, 16 mai 2011, SCI Niko Immobilier
(conclusions : DELIANCOURT Samuel) 2012/1, p. 115

En fait de déchets, la possession vaut... titre exécutoire, Conseil d'Etat, 26 juillet 2011,
Société Wattelez, n° 328651 (note JAYAT Elisabeth) 2012/1, p. 133

La responsabilité de l'élimination des déchets polluants : un propriétaire assiégé,
Conseil d'Etat, 24 octobre 2014, n° 361231 (note Gaëlle AUDRAIN-DEMEY) 2015/3, p. 506

DOMAINE PUBLIC

Contravention de grande voirie - Occupation sans titre du DPM, CAA Nantes,
4 février 1998, M. Veau et Ministre de l'équipement, du logement, des transports
et du tourisme (Concl. D. DEVILLERS) 1999/1, p. 69

Contravention de grande voirie, TA Rennes, 4 février 1998, SEPNB (Concl. P. CHUPIN) 1999/1, p. 76

Contravention de grande voirie, TA Rennes, 24 juin 1998, M. et Mme Dufour et
Mme Lassus (Concl. P. CHUPIN) 1999/1, p. 84

*Domaine public maritime Exécution d'un arrêté préfectoral interdisant la circulation
des véhicules*, TA Caen, 29 janvier 2002, M. Bertrand Lehenaff 2003/1, p. 79

Conservation du domaine public maritime, CAA Nantes, 12 novembre 2002,
Ministre de l'agriculture et de la pêche c/ Philippe Jean (Concl. R. LALAUZE) 2003/3, p. 343

*Domaine public maritime et impératifs de préservation des sites et paysages du littoral
et des ressources biologiques calédoniens*, Tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie,
7 mai 2008, Association Coordination de défense sud, Association Action Biosphère
(Conclusions BRISEUL Jean-Paul) 2009/3, p. 317

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT/ PRINCIPES GENERAUX

Principe de précaution - Stockage de farines animales, TA Strasbourg, 22 février 2002,
Assoc. de défense des intérêts des quartiers centre-est de Strasbourg et autres
(Concl. R. COLLIER) 2002/2, p. 209

Principe de prévention et insecticide "Gaucho", Conseil d'Etat, 9 octobre 2002,
Union nationale de l'apiculture française 2003/1, p. 113

Principe de précaution. Station de téléphonie mobile et risques pour la santé humaine,
CAA Marseille, 13 juin 2002, Association intercommunale pour la défense des quartiers de
Peyre-Long, des Espinets et des sites environnants 2003/1, p. 117

Charte de l'environnement, champ d'application de l'article 5, Tribunal administratif d'Amiens,
23 avril 2007, Préfet de la Somme (Conclusions : Anne CARON) 2007/4, p. 477

<i>Dialogue des juges et promotion de la Charte de l'environnement, Conseil d'Etat, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy (note BOYER Alain)</i>	2009/4, p. 435
<i>Invocabilité du principe de participation du public consacré par la Charte devant le juge administratif, Conseil d'Etat, Assemblée du contentieux, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy (Conclusions : AGUILA Yann ; Note : BRAUD Xavier)</i>	2009/1, p. 85
<i>De l'utilité de la précaution, Conseil d'Etat, ass., 12 avril 2013, Association Coordination Interrégionale Stop THT et autres (Note : Frédéric CADET)</i>	2013/4, p. 675
<i>Autorisation de mise sur le marché de produits phyto-pharmaceutiques, pouvoir de police générale du maire et pouvoir de police spécial du ministre, TA de Lyon, 12 décembre 2012, Préfet du Rhône (Conclusions : Claire BURNICHON ; Note : Frédéric CADET)</i>	2013/2, p. 269
DUP	
<i>DUP. Atteinte à un site d'intérêt historique et esthétique, Conseil d'Etat, 15 mars 1999, Mme Canonne</i>	1999/3, p. 477
<i>Ouvrage d'électricité et établissement de servitudes, Conseil d'Etat, 22 juin 2001, référé, ordonnance du 1er juin 2001, M. Lusien et autres</i>	2001/4, p. 659
<i>DUP. Projet de voirie dans le périmètre rapproché d'un puits de captage d'eau potable, TA Strasbourg, 16 mai 2003, Association pour la protection de l'environnement de Lingolsheim et environs c/ Préfet du Bas Rhin (Concl. R. COLLIER)</i>	2003/4, p. 465
<i>Absence d'utilité publique du projet de barrage de la Trézence, Conseil d'Etat, section du contentieux, 22 octobre 2003, Association SOS Rivières et environnement et autres</i>	2004/1, p. 33
EAUX	
<i>Travaux hydrauliques, étude d'impact et marchés publics, TA Nice, 16 avril 1999, Association de défense des riverains de la vallée du Var et autres (Note : B. DROBENKO)</i>	1999/4, p. 581
<i>Domage de pollution des eaux. Difficulté de preuve, CAA Bordeaux, 11 octobre 1999, M. Lupuyau (concl. M. Heinis)</i>	2000/2, p. 215
<i>Domage causé par un ouvrage public, CAA Bordeaux, 11 octobre 1999, Commune de Bazus-Aure (concl. M. Heinis)</i>	2000/2, p. 218
<i>Gestion rationnelle des eaux et contrôle du bilan d'une DUP, CAA Lyon, 27 janvier 2000, Syndicat intercommunal des eaux du Fay (concl. F BOURRACHOT)</i>	2001/1, p. 81
<i>Qualité des eaux de boisson et responsabilité de l'Etat, TA Rennes, 2 mai 2001, Société Suez Lyonnaise des eaux (Note B. DROBENKO)</i>	2001/3, p. 446

<i>Assèchement d'une rivière, dommage aux tiers et responsabilité de l'Etat</i> , CAA Nantes, 16 octobre 2001, M. et Mme Leduc	2002/1, p. 49
<i>Eaux - Nitrates - Zones vulnérables</i> , Conseil d'Etat, 21 janvier 2002, Fédération des syndicats d'exploitants agricoles de l'Île de France, et autres	2002/2, p. 189
<i>Pollution accidentelle d'un cours d'eau - Mesures pouvant être prescrites par le préfet</i> , Tribunal administratif de Strasbourg, 26 mars 2004, Société Transports Grimaud (concl. Robert COLLIER)	2004/3, p. 309
<i>Pollution de la nappe phréatique et inaction de l'administration</i> , Tribunal administratif de Strasbourg, 20 mai 2005, Société Onatra SA (conclusions Robert COLLIER)	2005/4, p. 431
<i>Amélioration de certaines pratiques agricoles et qualité des eaux en Bretagne</i> , Conseil d'Etat, 10 avril 2009, Association pour le maintien de l'élevage en Bretagne (conclusions : de SILVA Isabelle)	2010/1, p. 97
<i>Contrôle de la légalité interne du SAGE du Drac amont</i> , Conseil d'Etat, 16 octobre 2009, Association syndicale autorisée du canal de Gap (Note BOYER Alain)	2010/3, p. 477
<i>Mise en demeure d'un maire de procéder au débranchement d'un logement privé du réseau d'assainissement collectif</i> , tribunal administratif de Mayotte, 1 ^{er} juillet 2010, Mme Soilihi (conclusions : LEGRAND Isabelle)	2011/1, p. 121
<i>Redevance de pollution pour les usages domestiques de l'eau</i> , Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 22 octobre 2013, Commune de Perthes (conclusions Gilles RICARD)	2014/1, p. 81
<i>Police de l'eau</i> , Cour administrative d'appel de Nancy, 18 décembre 2014, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Département de la Haute Saône, affaires 14NC645, n° 14NC651 et 14NC653 (Conclusions : Jean-Marc FAVRET)	2015/2, p. 358

ENERGIE

<i>Energie nucléaire. Stockage des déchets radioactifs et concertation préalable aux choix des sites</i> , Conseil d'Etat, 28 novembre 1997, M. Thiebaut et autres	1999/2, p. 243
<i>Gaz de schiste et interdiction de la fracturation hydraulique</i> , Conseil constitutionnel, décision n° 2013-346 QPC du 11 octobre 2013, Société Schuepbach Energy LLC (note : Loïc PEYEN)	2014/1, p. 91

ENQUETE PUBLIQUE, INFORMATION, PARTICIPATION

<i>Enquête publique. Impartialité du président de la commission d'enquête</i> , TA Strasbourg, 4 mars 1999, Association pour la protection de l'environnement de Malancourt c/ Préfet de la Moselle et Sté Cédilor	1999/3, p. 479
--	----------------

<i>Communication des documents administratifs</i> , TA Caen, 4 mai 1999, Association Manche-Nature (Note X. BRAUD)	2000/1, p. 103
<i>Communication de documents administratifs (Travaux publics)</i> , Conseil d'Etat 6 avril 2001, Ministre de l'Equipement, des Transports	2002/1, p. 44
<i>Organisation d'un débat public</i> , Conseil d'Etat, 17 mai 2002, Association France-Nature-Environnement	2002/4, p. 641
<i>DUP d'une aire d'accueil de gens du voyage, refus du préfet de prolonger l'enquête publique et d'organiser une réunion publique</i> , Cour administrative d'appel de Nantes, 13 octobre 2009, Association Chapelaine des amis du Gesvres et autres (Conclusions DEGOMMIER Sébastien)	2010/2, p. 277
<i>Révision de POS, irrégularité de la procédure d'enquête publique et responsabilité de l'Etat</i> , Tribunal administratif de Lyon, 30 juin 2009, Commune de Peron	2010/1, p. 107
Le rapporteur public, la section du contentieux et l'autoroute alsacienne : note sous Conseil d'Etat, section du contentieux, 17 mars 2010, Association Alsace Nature Environnement et autres (HOSTIOU René)	2010/3, p. 493
<i>Débat public, Projet d'implantation d'un port méthanier</i> , Tribunal administratif de Rouen, 3 novembre 2011 (Conclusions : BARRAY Clémence)	2012/3, p. 513
<i>De la non-exhaustivité de la notice en matière d'enquête publique</i> , Conseil d'Etat, 27 février 2015, n° 382625 (note : Loïc PEYEN)	2015/3, p. 531
ETUDE D'IMPACT	
<i>Autorisation d'extension de carrière et étude d'impact insuffisante</i> , CAA Nantes, 18 avril 2001, SA "Carrière du Gué Morin", Ministre de l'Environnement (Concl. R. LALAUZE)	2001/4, p. 673
<i>Examen du contenu exigible d'une étude d'impact de centre de stockage de déchets</i> , CAA Nantes, 30 juillet 2002, SARL TREE, Préfet d'Ille-et-Villaine (Concl. R.LALAUZE)	2002/4, p. 657
<i>Porcherie, conséquences pour l'environnement de l'épandage de phosphore</i> , Tribunal administratif de Rennes, 9 septembre 2004, Eaux et rivières de Bretagne (conclusions : Dominique REMY)	2005/1, p. 65
<i>Extension d'une ligne de tramway et insuffisance de l'étude d'impact</i> , Tribunal administratif de Strasbourg, 19 octobre 2004, Association des résidents du secteur Orbey-Kurgaten et le Collectif Jean Jaurès-Ribeauvillé et a.	2005/1, p. 73
<i>Autorisation d'exploiter un centre de tri et d'enfouissement des déchets et absence d'analyse des effets du projet sur la santé</i> , Tribunal administratif de Poitiers, 26 juin 2003, Société TREE	2005/3, p. 329
<i>Projet minier de Goro Nickel, application du droit calédonien et insuffisance de l'étude</i>	

d'impact, Tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, 14 juin 2006, Comité Rheebeu Nuu et M. Raphaël X. (Conclusions : Jean-Paul BRISEUL) 2007/2, p. 225

Contenu de l'évaluation des incidences d'un projet dans les zones Natura 2000, Conseil d'Etat 13 décembre 2013, n° 349541 (note : Loïc PEYEN) 2014/2, p. 331

De la relativité de l'obligation de joindre l'étude d'impact au dossier de demande de permis de construire, Conseil d'Etat 25 février 2015, n° 367335 (note : Loïc PEYEN) 2015/3, p. 537

FORETS

Classement en forêt de protection de la forêt de Fontainebleau, Conseil d'Etat, 22 octobre 2003, Commune de La Rochette 2004/2, p. 187

Marché public, exigence de certification du bois, affrontement des labels forestiers, Tribunal d'Utrecht, juge des référés, 18 juillet 2008 (Note : LEBRUN Alain) 2011/4, p. 585

INSTALLATIONS CLASSEES

Caducité des arrêtés d'autorisation d'exploitation d'une plateforme de tri et d'enfouissement de déchets, TA Poitiers, 25 juin 1998, France-Déchets c/ Préfet des Deux-Sèvres 1999/2, p. 247

Installation dont les activités relèvent du régime d'autorisation et de déclaration, pouvoirs de contrôle du juge, CAA Marseille, 10 décembre 1998, Ministre de l'aménagement du territoire, Ets Deschamps et autres (Concl. J.-CH. DUCHON-DORIS) 1999/3, p. 483

Prescriptions spéciales de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976, CAA Nantes, 23 juin 1999, Association pour la Défense des Habitants des Essarts et autres (95NT00064) et Ministre de l'environnement (concl. R. LALAUZE) 2000/1, p. 109

Refus de délivrance de récépissé de déclaration, TA Grenoble, 31 mars 2000, Société SLMC 2000/4, p. 625

Contentieux des installations classées - Carrières, TA Strasbourg, 5 février 1998, Association Sauvegarde Environnement et ville de Haguenau c. Préfet du Bas Rhin (note R. SCHNEIDER) 2001/1, p. 89

Extension d'un centre d'enfouissement de résidus urbains, CAA Douai, 25 octobre 2001, Association Opale Environnement (Concl. O. YEZNIKIAN) 2002/4, p. 645

Autorisation de stockage de farines animales sur un site autorisé pour le stockage de céréales, TA Rouen, 25 avril 2002, Association Ecologie pour Le Havre c/ Préfet de la Seine-Maritime (Concl. F. POLIZZI) 2003/1, p. 107

Suspension des activités des installations voisines de l'usine AZF et procédures d'urgence, TA Toulouse, 25 juin 2002, Ord. n° 02/1672, Mme Ardouin et a.; TA Toulouse, 10 juillet 2002, n° 02/1930, Mme Alonso et a. (Note R. SCHNEIDER) 2004/1, p. 49

<i>Caducité de l'autorisation d'exploiter une carrière</i> , Tribunal administratif de Nancy, 16 novembre 2004, Société GSM est (conclusions Jean-Michel WIERNASZ)	2005/2, p. 219
<i>Opération d'épandage et droit des installations classées</i> , Tribunal administratif de Rennes 9 janvier 2003, Banque populaire de l'Ouest et a. (note : Raphaël SCHNEIDER et Nicolas KIHN)	2005/3, p. 333
<i>Arrêté complémentaire. Procédure devant le Conseil départemental d'hygiène</i> , Tribunal administratif de Nantes, 13 octobre 2005 (note Denis SEGUIN)	2006/3, p. 303
<i>Acquisition d'un site pollué - Carence fautive de l'Etat du fait de son abstention de mettre en demeure pour une remise en état du site</i> , Tribunal administratif d'Amiens, 18 décembre 2007, Société d'HLM (Conclusions : CARON Anne)	2009/2, p. 199
<i>Champ d'application de la police spéciale des carrières</i> , Tribunal administratif de Rouen, 2 octobre 2008, Compagnie des Sablières de la Seine (conclusions BAILLY Pascale)	2009/3, p. 329
<i>Illégalité de l'arrêté autorisant un GIE à gérer un plan d'épandage collectif de lisier de porcs</i> , Tribunal administratif de Rennes, 11 septembre 2008, Association Eau et rivières de Bretagne, Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique d'Ille-et-Vilaine (Conclusions REMY Dominique)	2009/3, p. 335
<i>Mises en demeure d'une exploitation d'installations de compostage non conforme à la réglementation</i> , Cour administrative d'appel de Marseille, 4 décembre 2008, Société Terreaux Services Varrone (Conclusions DIEU Frédéric)	2009/3, p. 347
<i>Extension d'un élevage porcin et prise en compte de la vulnérabilité de la commune concernée au regard de la pollution par les nitrates d'origine agricole</i> , Tribunal administratif de Caen, ordonnance du 12 novembre 2008, Association Manche Nature	2009/4, p. 443
<i>Nitrate d'ammonium et ICPE : un contrôle "précautionneux" du juge</i> , Conseil d'Etat, 14 novembre 2008, Ministère de l'Ecologie et du Développement durable (note HAGEGE-RADUTA Béatrice)	2010/1, p. 119
<i>Application dans le temps de la loi du 30 juillet 2003, notion de cessation d'activité de l'article L. 512-17 du Code de l'environnement</i> , Tribunal administratif d'Amiens, 6 mai 2008, SARL de l'Esches (conclusions CARON Anne)	2010/1, p. 111
<i>La tierce opposition en droit de l'environnement précisée par le Conseil d'Etat</i> , Conseil d'Etat, avis, 29 mai 2015, n° 381560 (note : Prescillia GREGOIRE)	2015/4, p. 736
LITTORAL	
<i>Exercice du droit de préemption par le Conservatoire du littoral</i> , TA Montpellier, 12 décembre 2001, Société Salins d'Europe (Concl. M. SELLES)	2002/2, p. 199
<i>Permis de construire sur une rive d'estuaire</i> , CAA Nantes, 31 décembre 2001, Préfet du Finistère (Concl. R. LALAUZE)	2002/3, p. 455

- Concession de plage naturelle, violation de la loi littoral et irrégularité de l'enquête publique*, Cour administrative d'appel de Marseille, 8 novembre 2005, Commune de la Croix-Valmer et a. (Note : Didier GIRARD) 2007/2, p. 239
- Principe d'extension de l'urbanisation en continuité avec les agglomérations et villages existants*, Cour administrative d'appel de Douai, 13 octobre 2011, Commune du Touquet Paris-Plage (note : PRIEUR Loïc) 2012/3, p. 541
- L'application des règles relatives à la bande de cent mètres et aux espaces proches du rivage aux communes littorales riveraines des estuaires et des deltas*, Cour administrative d'appel de Nantes, 17 février 2012, Commune de Camoël (note Loïc PRIEUR) 2013/1, p. 73
- Domaine public maritime. Zone des 50 pas géométrique*, Tribunal administratif de Basse-Terre, ordonnance, 21 février 2014 (note : Laure LAUGERI) 2014/4, p. 709
- La notion de hameau nouveau intégré à l'environnement*, Conseil d'Etat, 3 avril 2014, Commune de Bonifacio (note : Loïc PRIEUR) 2015/4, p. 743

MONUMENTS, SITES ET PAYSAGES

- Réglementation de la pratique du ski dans la réserve des Hauts-de-Villaroger*, Conseil d'Etat, 1er juillet 1998, Ministre de l'environnement c/ Association "Vivre en Tarentaise" (Concl. J.-P. STAHL) 1999/2, p. 249
- Création d'une ZPPAUP - Définition de zones inconstructibles*, TA Grenoble, 27 mai 1998, Mme Michelle Pernoud et autres (Note V. NEGRI) 1999/2, p. 255
- Motivation de la mise en demeure d'exécuter des travaux de conservation*, CAA Douai, 13 novembre 2001, Ministre de la Culture et de la Communication c/ Société Kennedy Roussel (Note V. NEGRI) 2002/3, p. 459
- Modification d'un site classé*, Conseil d'Etat, 29 juillet 2002, Association seine-et-marnaise pour la sauvegarde de la nature 2003/3, p. 349
- Critères de qualification pour une inscription à l'inventaire des monuments historiques*, Conseil d'Etat, 29 juillet 2002, Caisse d'allocations familiales de Paris (note Vincent NEGRI) 2004/2, p. 157
- Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager - Interdiction de construire dans certains secteurs*, Cour administrative d'appel de Nancy 18 décembre 2003, Ministre de la culture et de la communication (note Vincent NEGRI) 2005/3, p. 355

PECHE

- Contamination de poissons par des PCB dans trois cours d'eau, interdiction de consommer et de commercialiser les poissons, caractère disproportionné de la mesure de police*, TA Cergy-Pontoise, 27 septembre 2012, Fédération du Val

d'Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique
(Conclusions : Hugues MARIAS ; Note : Frédéric CADET) 2013/3, p. 449

Les bigs bags utilisés pour la pêche aux bichiques ne portent pas atteinte à la conservation du domaine public et ne constituent pas des déchets, Tribunal administratif de la Réunion, 26 février 2015, Hubert c. Préfet de la Réunion (note : Fabrice LEMAIRE) 2015/4, p. 752

PECHE MARITIME

Licence autorisant la pêche à la légine dans les terres australes françaises, Tribunal administratif de Saint-Denis, 10 septembre 2003 (note Sonia FONTAINE) 2004/4, p. 409

PESTICIDES

Les pesticides ou la peste du nouveau siècle : seulement une question d'étiquette ? : CA de Nancy, 21 mars 2013, Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions c/ Monsieur Marchal (Note : RALSER Elise) 2013/4, p. 694

PRODUITS CHIMIQUES

Annulation du refus du ministre de l'Agriculture de suspendre l'utilisation du "gaucho" pour le maïs, Conseil d'Etat, contentieux, 31 mars 2004, Union française de l'apiculture française et a. 2004/4, p. 423

Retrait d'autorisation de mise sur le marché d'un insecticide, Conseil d'Etat, 29 décembre 1999, Société Rustica Prograin Génétique SA et autres 2000/2, p. 229

POLLUTION DE L'AIR

Transposition de la directive CEE 92/72 concernant la pollution de l'air par l'ozone, Conseil d'Etat, 14 juin 1999, Fédération nationale des associations d'usagers des transports et autres 1999/4, p. 591

Bonus écologique pour les véhicules neufs, Conseil d'Etat, 5 mars 2014, Fédération française des distributeurs automobiles indépendants n° 363838 (Note : Marianne MOLINER-DUBOST) 2015/1, p. 115

PROTECTION DE LA NATURE

Commerce international de spécimens d'espèces protégées par la CITES, TA Saint-Denis-de-la-Réunion, 19 février 1997, SOPTOM-Réunion et France Nature Environnement c/ Préfet des DOM-TOM et Ministre des DOM-TOM (note E. LE CORNEC) 1999/1, p. 103

Arrêté de protection de biotope dans le marais Poitevin, TA Poitiers, 8 octobre 1998, Fédération départementale d'exploitants agricoles de la Charente-Maritime et autres c/ Préfet de la Charente-Maritime (concl. D. RAYMOND) 1999/1, p. 89

Inscription du bruant ortolan sur la liste des oiseaux protégés, Conseil d'Etat, 18 janvier 1999, Rassemblement des opposants à la chasse 1999/3, p. 491

Directive Habitats - Natura 2000. Désignation des sites d'importance communautaire,

Conseil d'Etat, 27 septembre 1999, Association "Coordination Nationale Natura 2000"	1999/4, p. 577
<i>Autorisation de destruction de grands cormorans</i> , Conseil d'Etat, 17 mai 1999, ASPAS	1999/4, p. 587
<i>Convention de Washington, CITES - Commerce international d'espèces menacées d'extinction à travers divers pays européens</i> , Conseil d'Etat, 6 novembre 1998, Ministre de l'environnement c/ Société des Fourrures Maurice (Note : O. DELFOUR)	1999/4, p. 595
<i>Dommmages causés par des grands cormorans. Responsabilité de l'Etat (non)</i> , CAA Nantes, Association Marais d'Olonne et autres (Concl. R. LALAUZE)	2000/2, p. 221
<i>Annulation du classement du renard parmi les nuisibles</i> , TA Rouen, 11 mai 1999, ASPAS	2000/2, p. 233
<i>Dommmages aux rizicultures et responsabilité de l'Etat</i> , CAA Marseille, 18 juin 1998, Ministre de l'Environnement c/ M. Plan (note M.-F. DELHOSTE)	2001/2, p. 241
<i>Circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels</i> , TA Lille, 5 février 2003, Association France Nature Environnement	2003/3, p. 339
<i>Création de la réserve naturelle de la baie de l'Aiguillon</i> , Conseil d'Etat, 19 mars 2003, Fédération départementale des chasseurs de la Charente-Maritime et Association pour la gestion de la chasse maritime sur le littoral de la Charente-Maritime (Note Ph. BILLET)	2003/4, p. 473
<i>Espèces protégées et responsabilité de l'Etat du fait des lois</i> , Conseil d'Etat, 30 juillet 2003, Association pour le développement de l'aquaculture en région Centre et autres (Note Stéphanie JUAN)	2004/2, p. 189
<i>Circulation dans les espaces naturels</i> , Conseil d'Etat, 30 décembre 2003, Syndicat national des professionnels de la motoneige	2004/3, p. 315
<i>Dommmages causés aux plantations d'un sylviculteur dans le périmètre du parc national des Cévennes</i> , Cour administrative d'appel de Marseille, 13 septembre 2004, Parc national des Cévennes (Concl. Jean-Jacques LOUIS)	2004/4, p. 429
<i>Réseau Natura 2000. Obligation pour le préfet d'engager des consultations pour la désignation de certains sites</i> , Cour administrative d'appel de Nantes, 30 décembre 2005, Association Manche Nature (conclusions Didier ARTUS)	2006/3, p. 309
<i>Circulation des véhicules nautiques à moteur dans les estuaires de la Somme et de l'Authie</i> , Cour administrative d'appel de Nantes, 5 décembre 2006, Fédération française motonautique et Ass. Jet Club de la Côte d'Opale (Note : Xavier BRAUD)	2008/3, p. 333
<i>Légalité des mesures organisant des battues et protection de l'ours des Pyrénées</i> , Tribunal administratif de Pau, 27 mars 2008, Association SEPANSO Béarn (Conclusions : Jean-Michel RIOU)	2008/4, p. 429

- Institution d'un arrêté préfectoral de biotope dans le périmètre du site de Kersidal*, Cour administrative d'appel de Nantes, 31 décembre 2009, Mme Marie Scoarnec (Conclusions : DEGOMMIER Sébastien) 2011/1, p. 127
- Espèces protégées (grands cormorans), dégâts causés à une pisciculture et responsabilité de l'Etat*, Cour administrative d'appel de Lyon, 7 janvier 2011, EARL de l'Etang de Galetas (Note : DESFONDS-FARJON Laurence) 2011/3, p. 401
- La directive Habitats malmenée au Palais Royal (à propos de la validation du décret sur l'évaluation des incidences Natura 2000)*, Conseil d'Etat, 6e et 1ère sous-sections réunies, 26 décembre 2012, Association France Nature Environnement et autres (Note : Simon JOLIVET) 2013/3, p. 499
- Le référé-suspension, terre d'élection pour un contrôle juridictionnel de l'intérêt écologique*, TA Dijon, ord. 19 juin 2012, M. Antonio Meijas de Haro ; TA Dijon, ord. 2 octobre 2012, M. Antonio Meijas de Haro ; TA Dijon, ord. 27 février 2013, M. Antonio Meijas de Haro (Note : RADIGUET Rémi) 2013/3, p. 487
- Les requins dans l'onde du droit : TA de Saint-Denis, ordonnance du 23 août 2012, Association Sea Sherpherd France et al. ; TA de Saint-Denis, ordonnance du 27 septembre 2012, Association Sea Sherpherd France et al.* (Note : STAHL Lucile) 2013/1, p. 81
- RESPONSABILITE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**
-
- Rejets salins des MDPAs - Responsabilité de l'Etat français*, TA Strasbourg, 11 avril 2000, Soc. NV PWN, ville d'Amsterdam et autres (Concl. R. COLLIER) 2000/3, p. 459
- Voirie nationale, nuisances phoniques et responsabilité de l'Etat*, TA Nantes, 17 juillet 2000, M. Jean-Louis Durozay c/ Préfet de Maine-et-Loire (Note D. SEGUIN) 2001/1, p. 105
- Essais nucléaires et responsabilité de l'Etat*, CAA Bordeaux, 18 mars 2003, M. et Mme Duterde 2003/4, p. 491
- Voie de circulation et nuisances sonores*, Tribunal administratif de Nantes, 20 avril 2004, M. Joseph Brebion et Mme Odile Charrier (Note Denis SEGUIN) 2004/4, p. 445
- Responsabilité de l'Etat - Pollution du littoral breton par des marées vertes*, Tribunal administratif de Rennes, 25 octobre 2007, Associations "Halte aux marées vertes", "Sauvegarde du Trégor", "Eaux et rivières de Bretagne", "De la source à la mer" (Conclusions : Dominique REMY) 2008/4, p. 415
- Prolifération d'algues vertes sur le littoral breton*, Cour administrative d'appel de Nantes, 1^{er} décembre 2009, Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer (Commentaire : INSERGUET-BRISSET) 2011/2, p. 281

TRAVAIL

Droit du travail, activités du déchet, chevauchement de conventions collectives,
Conseil d'Etat, 2 juillet 2007 (note : Paul FALCONE) 2008/1, p. 59

Transport

Obligation de créer des itinéraires cyclables à l'occasion de travaux de voirie, Tribunal administratif de Lyon, 13 décembre 2011 (Conclusions : BODIN-HULLIN François) 2012/3, p. 503

URBANISME**1/ Généralités**

Légalité d'un PIG, Conseil d'Etat, 21 juin 1999, Commune de la Courneuve 1999/4, p. 603

Urbanisme - Risques naturels, Conseil d'Etat, Avis du 3 décembre 2001, SCI des 2 et 4 rue de la Poissonnerie et autres 2002/1, p. 53

Urbanisme - Distance d'implantation d'un bâtiment d'élevage, Conseil d'Etat, 16 janvier 2002, M. et Mme Wernet 2002/2, p. 217

Déclaration d'utilité publique du projet d'utilisation du barrage agricole des crues du Rhin emportant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols, Tribunal administratif de Strasbourg, 10 février 2009, SAS Georgia-Pacific France 2009/3, p. 359

2/ Schémas et plans

Urbanisme - Procédure de conciliation, CAA Nantes, 14 octobre 1998, Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération orléanaise (Note: J.F. STRUILLOU) 1999/4, p. 605

Demande d'annulation du PPRI de la vallée de la Somme, Tribunal administratif d'Amiens, 12 février 2008, M. Weremme (Conclusions CARON Anne) 2009/4, p. 457

Le schéma régional d'aménagement, un instrument privilégié de développement durable dans l'outre-mer, Conseil d'Etat, 5 mars 2014, n° 363871 (note : Loïc PEYEN) 2015/1, p. 131

3/ Permis de construire

Permis de construire des fermes éoliennes et risque pour la sécurité publique, Cour administrative d'appel de Lyon, 5 avril 2005, Association pour la préservation des paysages exceptionnels du Mézenc (note Gérard MONEDIAIRE) 2006/1, p. 49

4/ Maîtrise foncière

Droit de préemption. Nature juridique de la DIA, TA Lyon, 29 septembre 1999, Mme Laurent c/ Commune de Bourg-en-Bresse (note H. PERINET-MARQUET) 2000/3, p. 451

II- JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE

- La Charte de l'environnement prend son envol aux deux ailes du Palais-Royal*, Conseil Constitutionnel, décision n° 2008- 564 du 19 juin 2008, loi n° 2008-595 du 25 juin 2008 relative aux organismes génétiquement modifiés ; Conseil d'Etat, 3 octobre 2008, Commune d'Anney (Note : CHAMPEIL-DESPLATS Véronique) 2009/2, p. 219
- Question prioritaire de constitutionnalité – Charte de l'environnement et troubles anormaux de voisinage*, Conseil constitutionnel, Décision n°2011-116 QPC du 8 avril 2011, Michel Z et autre (Note : STEICHEN Pascale) 2011/3, p. 393
- Charte de l'environnement. Absence de mise en oeuvre d'une procédure participative en matière environnementale, effet différé de la censure du Conseil constitutionnel*, Conseil constitutionnel, décision n° 2012-269 QPC, 27 juillet 2012, Union départementale pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement et autres ; Conseil constitutionnel, décision n° 2012-270 QPC, 27 juillet 2012, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère (Note : Didier GIRARD) 2013/2, p. 279
- Charte de l'environnement. L'ambivalence du Conseil constitutionnel sur la portée du droit de participer à la prise de décision environnementale*, Conseil constitutionnel, décision n° 2012-282 QPC, 23 novembre 2012, Association France Nature Environnement et autre (Note : Brice CROTTET) 2013/2, p. 295
- Les réponses hésitantes du Conseil constitutionnel sur l'interdiction du recours à la fracturation hydraulique*, Conseil constitutionnel, décision n° 213-346 QPC du 11 octobre 2013, Société Schuepbach Energy LLC (note : PEYEN Loïc) 2014/1, p. 96

III – JURISPRUDENCE CIVILE**CHASSE**

-
- Annulation d'une condamnation pour appel au braconnage*, Cour d'appel de Dijon, ch. civ., 11 février 2003, Pierre Daillant c/ Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire 2003/4, p. 461
- Appel au braconnage des oiseaux migrateurs*, TGI Mâcon, ch civ., 17 avril 2001, Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire c/ Pierre Daillant 2001/3, p. 423
- Date de clôture de la chasse au gibier d'eau et oiseaux de passage- Primauté du droit communautaire*, Cass. 2e civ. 23 septembre 2004 (note Dominique GUIHAL) 2005/3, p. 299

DECHETS

Importation de combustible usé et qualification de déchet nucléaire radioactif,

Cour de cassation, 3ème Ch. civ., 7 décembre 2005, COGEMA
avis de l'avocat général Olivier GUERIN) 2006/2, p. 193

Décharge d'ordures ménagères et définition du déchet ultime, Cour de cassation,
3ème ch. civ., 5 décembre 2007, Société COVED c/ SA Clinique Ker Yonnec
(Avis de l'avocat général : Olivier GUERIN) (Note : Philippe BILLET) 2008/3, p. 313

EAUX

Eaux souterraines - Droit de propriété, TGI d'Angers, 12 juillet 2001 2002/2, p. 193

La préservation de la dignité humaine par la condamnation des coupures d'eau :
Tribunal de grande instance de Soissons, ord. de référé, 25 septembre 2014, n° 12-14-00224 ;
Tribunal d'instance de Bourges, ordonnance de référé, 12 novembre 2014, n° 12-14-00229 ;
Tribunal de grande instance de Valenciennes, ord. de référé, 25 novembre 2014, n° 14/00282 ;
Tribunal de grande instance d'Amiens, ord. de référé, 19 décembre 2014, n° 14/00546
(note : Bernard DROBENKO) 2015/3, p. 522

DOMMAGE ECOLOGIQUE

Réparation des dommages causés par le naufrage de l'Erika, Cour d'appel de Rennes,
13 février 2002, Commune de Mesquer c/ SA Total Raffinage Distribution, Société Total
International Ltd 2003/1, p. 52

PROTECTION DE LA NATURE

Incinérateur de Fos-sur-Mer, présence d'espèces végétales protégées, dommage imminent,
Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, ord. réf., 2 août 2006, Fare Sud
Association et a. (note : Marie-France DELHOSTE) 2007/2, p. 215

Référé civil - Protection du biotope d'une espèce végétale, TGI Colmar, référé, 6 octobre 2000,
Alsace Nature Haut-Rhin (note S. BELIER et R. LEOST) 2001/2, p. 255

RESPONSABILITE CIVILE

Le contentieux sanitaire et environnemental des lignes à très haute tension,
Tribunal de grande instance de Tulle, 28 octobre 2008, M. Marcouyoux
(Note DELHOSTE Marie-France) 2009/4, p. 447

Principe de précaution et responsabilité civile des personnes physiques privées,
Cour de cassation, 3ème ch. civ., 3 mars 2010, SA des eaux minérales de Vals
c/ Di Mayo (note Séverine NADAUD) 2010/4, p. 689

Nuisances sonores émanant d'une installation classée et troubles anormaux de voisinage,
Cour d'appel de Dijon, Ch. civ., 8 décembre 2009, SAS RHOVYL 2010/2, p. 285

Naufrage de l'Erika, production de sel de Guérande et préjudice économique, Cour de cassation, 3^e
Chambre civile, 17 mars 2010, SCA Les Salines de Guérande
(Commentaire : MARTIN Gilles) 2011/1, p. 133

IV - JURISPRUDENCE PENALE**DECHETS**

Délit d'abandon de déchet de substances radioactives, Cour d'appel de Limoges,
Ch. de l'instruction, 25 mars 2004, Procureur de la République
c/ COGEMA (note Dominique GUIHAL) 2004/3, p. 289

DOMMAGE ECOLOGIQUE

Le jugement Erika ou la consécration inachevée d'une approche patrimoniale de l'environnement, Tribunal de grande instance de Paris,
16 janvier 2008 (Commentaire : Thomas DUMONT) 2008/2, p. 205

De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et l'environnement sera sauvé ! :
Cass. crim. 25 septembre 2012, SA Total et a.
(Note : CAMPROUX DUFFRENE Marie-Pierre et GUIHAL Dominique) 2013/3, p. 457

EAU

Police de l'eau - Exercice sans autorisation d'une activité de dépôt de boue de station d'épuration, Cass. Crim. 3 avril 2001, Chaufaille (Note D. GUIHAL) 2001/4, p. 663

Pollution causée par la vidange d'un plan d'eau, Cass. crim., 26 février 2002,
Fédération de Haute-Saône pour la pêche et la protection du milieu aquatique
(Note D. GUIHAL) 2003/2, p. 229

Marche forcée vers la transparence pour le nucléaire, Cour de cassation, 26 novembre 2013,
Société Auxiliaire du Tricastin (note : STEICHEN Pascale) 2014/1, p. 7

INSTALLATIONS CLASSEES

Action publique et légalité de l'arrêté préfectoral, Cass. crim., 14 novembre 2000,
C. Hermann (note D. GUIHAL) 2001/2, p. 237

Droit de visite des inspecteurs des installations classées,
Cass. Crim., 20 avril 2000, Fillon (Note R. LEOST) 2001/3, p. 433

MER

Rejets illicites d'hydrocarbures en mer. Appréciation des éléments de preuve,
Cour d'appel de Rennes 13 janvier 2005, navire CMA CGM Voltaire;
Cour d'appel de Rennes, 10 février 2005, navire Dobrudja;
Cour d'appel de Rennes 23 juin 2005, navire Nova Hollandia (V. article de Daniel ROY) 2006/3, p. 273

OGM

Faucheurs volontaires de parcelles ensemencées d'OGM et état de nécessité,
Tribunal de grande instance d'Orléans, correct., 9 décembre 2005, n° 2345/S3/2005
et Cour d'appel d'Orléans, ch. correct. 27 juin 2006, A.
(Commentaire : Sylvain MONTEILLET) 2007/1, p. 53

PROTECTION DE LA NATURE

- Atteinte à des espèces végétales protégées et constitution de partie civile d'une association*, Trib. corr. de Lure 1er octobre 1999 et CA Besançon, 12 mai 2000 (Note G. ANGELI) 2001/1, p. 72
- Haie protégée, abattage sans autorisation*, Trib. corr. de Laval, 20 mai 1999 (Note S. LE BRIERO et R. LEOST) 2000/4, p. 615
- Infraction de remblaiement de zone humide sans autorisation*, Cour d'appel de Rennes, 9 septembre 1999, Couvert et Viney (note R. LEOST) 2000/1, p. 93

URBANISME

- Piste de karting, infractions au code de l'urbanisme*, Cour d'appel de Caen (Ch. des appels correctionnels), 27 mai 2002, Lebrun Michel 2003/1, p. 95
- Aménagement d'une cale d'accès à la mer dans le site classé de la Pointe d'Agon*, Cour d'appel de Caen, 13 octobre 2003 (Xavier BRAUD) 2004/1, p. 37

V- JURISPRUDENCE SOCIALE

- EDF condamné pour faute inexcusable après le décès d'un salarié*, Tribunal des affaires de la sécurité sociale d'Orléans, 27 août 2013, n° 0123/2012 (note : STEICHEN Pascale) 2014/4, p. 716

VI- COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (devenue CJUE)**BIOTECHNOLOGIES ET SCIENCES DU VIVANT**

- Mise sur le marché des OGM et principe de précaution*, CJCE, 21 mars 2000, Association Greenpeace France c/ Ministre de l'agriculture et de la pêche (aff.C-6/99) (note C. HERMON) 2000/4, p. 595
- Non-transposition de la directive n° 90/219/CE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés*, Cour de justice des Communautés européennes, 27 novembre 2003, Commission des Communautés européennes c/ République française, aff. C-429/01 2005/1, p. 53

DECHETS

- Décharge de Saint Laurent du Maroni fonctionnant sans autorisation*, Cour de justice des Communautés européennes, 10 mars 2005, aff. C-449/03, Commission des communautés européennes c/ République française 2005/4, p. 425
- Définition du déchet et qualification des terrains contaminés*, Cour de justice des Communautés européennes, 7 septembre 2004, Paul van de Walle et al., aff. C-1/03 (note Philippe BILLET) 2005/3, p. 305
- Manquements de la France aux obligations découlant de la directive 75/442/CEE*,

CJCE, 2 mai 2002, Commission des Communautés c/ République Française 2003/1, p. 81

DROIT PENAL

Décision-cadre 2003/80/JAI du Conseil du 27 janvier 2003 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, Cour de justice des Communautés européennes, 13 septembre 2005, affaire C-176/03 (commentaire Magalie NORD-WAGNER) 2006/4, p. 443

EAU

Autorisation de déversement dans l'étang de Berre, Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, Cour de justice des communautés européennes, 15 juillet 2004, Syndicat professionnel coordination des pêcheurs de l'étang de Berre et de la région et EDF, aff. C -213/03 et Cour de justice des Communautés européennes, 7 octobre 2004, aff. C-239/03, Commission des Communautés européennes c/ République française (Note : Nathalie HERVE-FOURNEREAU) 2005/2, p. 183

Qualité des eaux de boisson et responsabilité de l'Etat, CJCE, 8 mars 2001, Commission des CE c/ République Française (Note B. DROBENKO) 2001/3, p. 445

ENERGIE

Système français de financement du rachat de l'électricité d'origine éolienne, Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2013, Vent de colère ! (note : CLERC Olivier et DELZANGLES Hubert) 2014/3, p. 539

EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Evaluation des incidences sur l'environnement. La technique de ratification législative des permis devant la Cour de justice, CJUE, 16 février 2012, Marie-Noëlle Solvay e.a. c/ Région wallonne (Note : Charles PONCELET) 2013/1, p. 93

INFORMATION

Le secret des affaires à l'épreuve de la transparence en matière de protection de l'environnement, CJUE 15 janvier 2013, Jozef Krizan e.a./Slovenska inspekcia zivotného prostredia, aff. C-416/10 (Note Jean-François KERLEO) 2013/4, p. 697

MER

Transport maritime et contrôle des navires par l'Etat du port, Cour de justice des Communautés européennes 22 juin 2004, Commission des Communautés européennes c/ France, aff. C- 439/02 2005/1, p. 49

Appréciation de la validité de la directive 2005/35 du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires, Cour de justice des Communautés européennes, 3 juin 2008, Aff. C-308/06 (extraits) (Commentaire : Julien GIRARD) 2008/4, p. 409

PROTECTION DE LA NATURE

- Manquement d'Etat - Conservation des oiseaux sauvages, ZPS,*
Cour de Justice des Communautés européennes (5ème Ch.), 18 mars 1999,
Commission c/ République française (Affaire C- 166/97) [Conclusions N. FENNELY] 1999/3, p. 461
- Conditions de dérogation à l'article 9, paragraphe 1, c), de la directive Oiseaux,*
Cour de justice des communautés européennes, 16 octobre 2003, Ligue pour
la protection des oiseaux 2004/2, p. 181
- Aménagement ayant entraîné la destruction d'un marais - Article 8 de la CEDH,*
Cour européenne des droits de l'homme, 22 mai 2003, affaire Kyratos c/ Grèce
(note Yves WINISDOERFFER) 2004/2, p. 171
- Liste des sites d'importance communautaire - Distinction entre projet distinct et projet
constituant une opération unique pour la soumission ou non à évaluation d'incidences,*
Cour de justice de l'Union européenne, 14 janvier 2010, Stadt Papenburg c/
Bundesrepublik Deutschland, affaire C-226/08 (note JOLIVET Simon) 2010/2, p. 291
- Condamnation de la France pour transposition incorrecte de l'article 6 de la directive
Habitats,* Cour de justice de l'Union européenne, 4 mars 2010, Commission
européenne c/République française, aff. C-241/08 (note JOLIVET Simon) 2010/4, p. 701

RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

- Une interprétation extensive de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale :
note sous Cour de justice de l'Union européenne, 9 mars 2010, ERG e.a.
c/ Ministero dello Sviluppo economico e.a., C-378/08, C-379/08 et C-380/08
(STEICHEN Pascale) 2010/3, p. 503

VII- COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

- Loi Verdeille et Convention européenne des droits de l'homme,*
Cour européenne des droits de l'homme, 29 avril 1999, Chassagnou et autres
c/ France (Note : Y. WINISDOERFFER) 1999/3, p. 431
- Convention européenne des droits de l'homme, droit à la liberté d'expression et
associations de protection de l'environnement,* Cour européenne des droits de
l'homme, 27 mai 2004, Vides Aizsardzibas Klubs c/ Lettonie et Cour européenne
des droits de l'homme, 15 février 2005, Steel et Morris c/ Royaume-Uni
(Note introductive : Yves WINISDOERFFER) 2005/2, p. 167

VIII- COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

De nouvelles avancées en droit international de l'environnement, Cour internationale de justice, 31 mars 2014, Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant)
(note : MICHELOT Agnès) 2014/4, p. 732

IX – JURISPRUDENCE ETRANGERE

De l'existence autochtone à la propriété : agere sequitur esse, Cour suprême du Canada, 26 juin 2014, Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique
(note : PEYEN Loïc) 2014/4, p. 718